



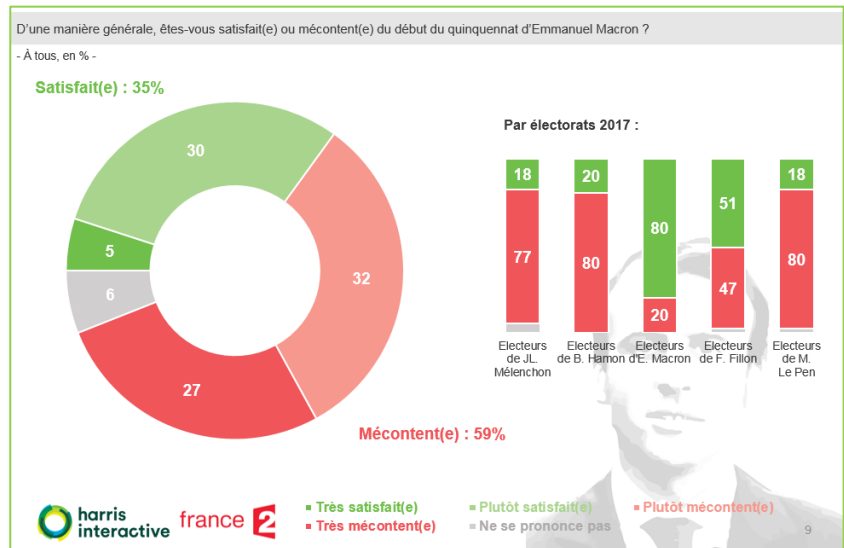
Dans le détail, observons tout d'abord que **les adjectifs accolés au début de quinquennat ont la particularité de concerner pour une grande partie Emmanuel Macron en tant que personne**. En premier lieu, il est qualifié de « **président des riches** » et son action de « politique en faveur des riches ». Ce jugement – qui a commencé à émerger en France à la fin de l'été – structure aujourd'hui les représentations à l'égard du Président. Les adjectifs suivants ne sont guère laudateurs : le qualificatif « **arrogant** » est presque aussi mobilisé que celui de « **jeune** », viennent ensuite des mots tels « **prétentieux** » et « **décevant** ». Le « **dynamisme** » et la « **réforme** » étant un peu moins cités.



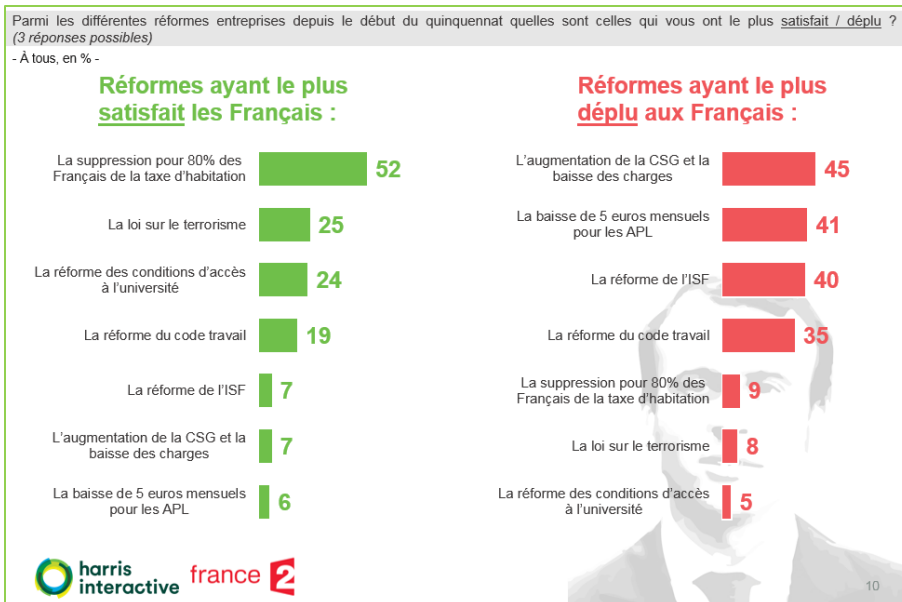
La critique d'une politique en faveur des riches est essentiellement l'émanation de populations n'ayant pas voté pour lui au premier tour de l'élection présidentielle (électeurs de Jean-Luc Mélenchon, de Benoît Hamon et de Marine Le Pen) tandis que ce mot est quasiment absent chez électeurs d'Emmanuel Macron comme de ceux de François Fillon. La déception vient plus de la Gauche que de la Droite, et – si l'on cherche un regard critique chez les électeurs du candidat Républicain – on observe que l'arrogance est mise en avant.

**Au cœur de son électorat, on reconnaît à Emmanuel Macron les réformes, le volontarisme, le dynamisme, le courage, l'efficacité, le renouveau... Pas, donc, d'expression critique de leur part.**

Lorsque l'on quantifie les jugements **35% des Français se déclarent satisfaits de la politique menée depuis 6 mois, alors que 59% indiquent être mécontents.** On pourra constater qu'aux 5% de très satisfaits s'opposent 27% de très mécontents. Ici aussi, les jugements sont on ne plus contrastés politiquement : **80% des électeurs d'Emmanuel Macron comme 51% de ceux de François Fillon se déclarent satisfaits.** Parmi les autres électorats, la satisfaction ne dépasse pas un répondant sur cinq.



Le Président répète à l'envie qu'il a entrepris et souhaite entreprendre un certain nombre de **réformes**. Parmi celles déployées depuis juin dernier, **les répondants se satisfont de celles dont ils peuvent anticiper les effets immédiats** (la suppression pour 80% des Français de la taxe d'habitation) et sont **critiques à l'égard de celles donnant à voir soit d'une réduction du pouvoir d'achat** (augmentation

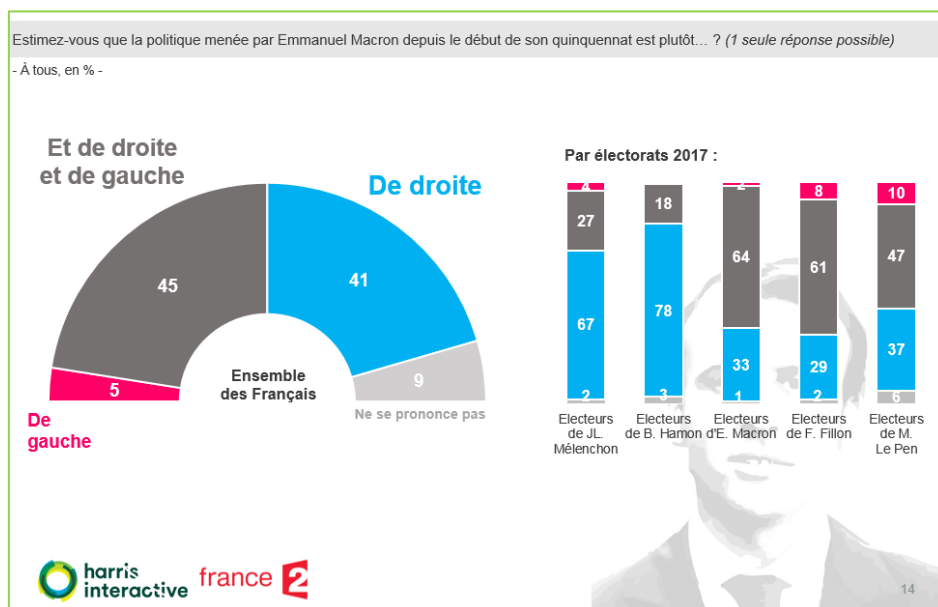


de la CSG même si celle-ci est présentée en même temps que la baisse des charges tout comme la baisse de 5 euros mensuels pour les APL), **soit d'une rupture d'égalité** (réforme de l'ISF, réforme du code du travail).

En l'état actuel des choses, mais le coté récent des

annonces peut constituer un caractère explicatif, ni la réforme des conditions d'accès à l'université, ni la loi sur le terrorisme ne suscitent – actuellement – ni acrimonie ni soutien net. Sur ce point aussi, les électeurs d'Emmanuel Macron mobilisent plus d'appréciations positives que les autres populations et, dans l'ensemble, ceux de François Fillon sont également plus en soutien. On remarquera que **la suppression pour 80% des Français de la taxe d'habitation est appréciée par toutes les catégories de population** mais un peu moins chez les électeurs de Droite. Peut-être sont-ils sensibles aux arguments portés par les acteurs territoriaux.

Il est des questions que l'on ne parvient pas, en France, à esquisser. Notamment celle du positionnement politique. Emmanuel Macron avait promis de **mener une politique et de Gauche et de Droite**. C'est ce qui lui est **reconnu par une majorité relative de Français** (45%). Electeurs

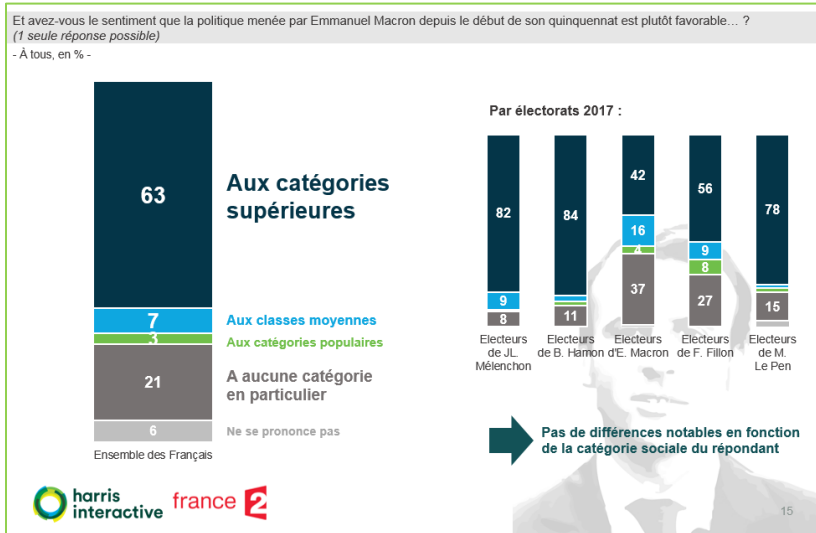


d'Emmanuel Macron comme de François Fillon mais également de Marine Le Pen lui reconnaissent, nettement pour les premiers, un peu moins pour les électeurs d'extrême-droite, cette attitude politique. Notons que, **lorsque les électeurs sont enclins à considérer que la balance « penche » plus d'un côté que de l'autre, elle incline selon eux nettement plus à Droite qu'à Gauche**. Cette appréciation entrant en résonance avec ce que nous avons identifié précédemment à savoir une politique jugée en faveur des riches.

D'ailleurs, l'action menée en un semestre est, aux yeux des personnes interrogées, **plutôt favorable aux catégories supérieures** (pour 63% des répondants). Toutes les catégories de population, quel que soit leur vote il y a six mois, portent majoritairement ce jugement au moins en relatif. Même celles ayant accordé leur suffrage à Emmanuel

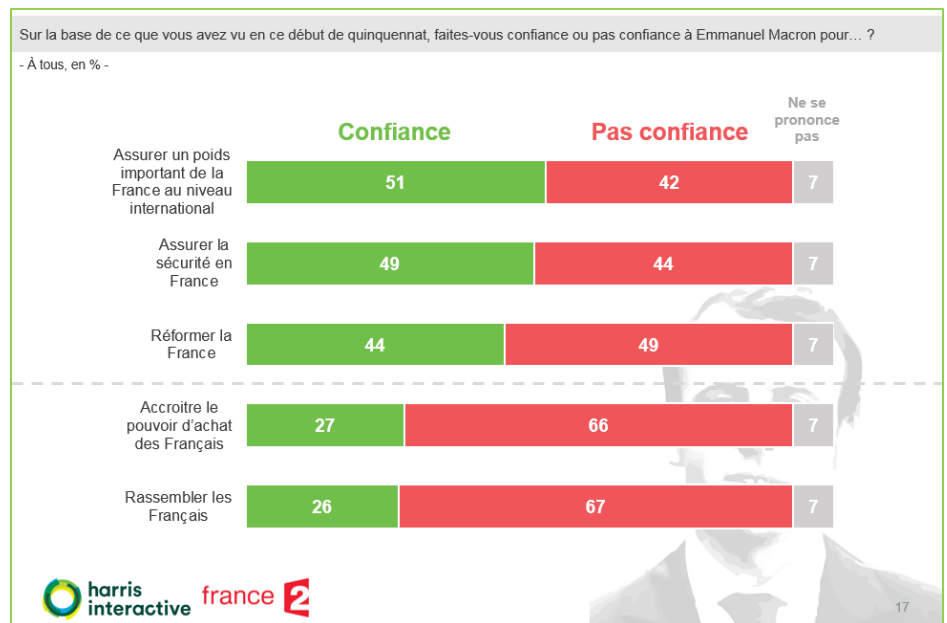
Macron.

Comme souvent, l'objectif soit de s'adresser aux « classes moyennes », thème équivoque s'il en est, ou à aucune catégorie en particulier ne semble pas plus atteint cette fois-ci que lors des mandats présidentiels précédents.



Enfin, notons **une confiance** – ici aussi soit pour une majorité absolue ou relative de Français – **dans le Président sur deux points**. Et non des moindres : le fait d'assurer « **un poids important de la France au niveau international** » et d'assurer « **la sécurité en France** ». 44% estiment par ailleurs qu'il peut réformer la France (contre 49% qui ne lui font pas confiance sur ce point). **La confiance n'est pas présente lorsqu'il s'agit « d'accroître le pouvoir d'achat des Français »** ou encore de « **rassembler les Français** ».

Le régalien lui est accordé, les conséquences économiques ou sociales de sa politique pas.



Après six mois de présidence, Emmanuel Macron est jugé assez sévèrement tant sur sa politique (considérée comme étant plutôt en faveur des catégories supérieures) qu'en tant que personne (le

